



SYNDICAT DÉPARTEMENTAL D'ADDUCTION
D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT
DE LOT-ET-GARONNE

Décision

Constitution de provisions pour créances douteuses

Budget Principal

**Budgets annexes : Eau Potable Mutualisé, Assainissement Collectif Mutualisé,
Assainissement non collectif, Régie Eau Potable et Régie Assainissement Collectif**

Vu l'Arrêté inter-préfectoral n° 47-2025-12-30-00004 en date du 30 décembre 2025 portant modifications statutaires du Syndicat EAU47 au 1er janvier 2026 ;

Vu l'Arrêté inter-préfectoral n° 47-2026-01-19-00002 en date du 19 janvier 2026 portant modification de l'article 1 de l'arrêté inter-préfectoral n° 47-2025-12-30-00004 » ;

Vu la délibération du Comité Syndical n°26_039_C du 21 mai 2026 déléguant une partie des attributions du Comité Syndicale au Bureau et à la Présidente ;

Vu l'article L2321-2-29° du CGCT rendant les provisions aux dotations obligatoires lors de l'ouverture d'un contentieux en première instance, lors de l'ouverture d'une procédure collective et lorsque le recouvrement d'une créance sur un tiers est compromis (soit une créance douteuse) ;

Vu l'article R2321-2 du CGCT modifié par l'article 11 du décret n°2022-1008 du 15 juillet 2022 qui met fin à l'obligation de produire une délibération de l'assemblée délibérante à l'appui de la constitution, de l'ajustement, de la reprise des provisions et dépréciations et, le cas échéant, de leur étalement sur plusieurs exercices précédant la réalisation du risque ou la perte de valeur significative d'un actif ;

Considérant que dans un souci de sincérité budgétaire, de transparence et de fiabilité des résultats de fonctionnement des collectivités, la constitution des provisions pour les créances douteuses constitue une dépense obligatoire ;

Considérant que lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis, malgré les diligences faites par le comptable public, une provision doit être constituée à hauteur du risque d'irrecouvrabilité estimé à partir des éléments communiqués par le comptable public ;

La Présidente :

DÉCIDE DE CONSTATER, une provision d'un montant égal à 15 % du total des créances de plus de 2 ans, non encore acquittées pour chacun des budgets du Syndicat ;

PRÉCISE que les provisions sont ajustées annuellement soit par le biais d'une reprise de provision si les créances éligibles ont diminué (par un recouvrement ou une admission en non-valeur) soit par le biais d'un complément si le provisionnement antérieur est devenu insuffisant ;

DIT que pour l'exercice 2026, l'examen des restes à recouvrer fait apparaître un besoin de provisionnement d'un montant de :

- Budget annexe Eau Potable Mutualisé : 953,88 € (C/491) et 406,80 € (C/496)
- Budget annexe Assainissement Collectif : 1 191,78 €
- Budget annexe Assainissement non collectif : 935,22 €
- Budget annexe Régie Eau Potable : 16 613,72 €
- Budget annexe Régie Assainissement Collectif : 7 876,58 € (C/491) et 128,81 € (C/496)

Et les reprises de provisions suivantes :

- Budget principal : 16,29 €
- Budget annexe Assainissement Collectif : 1 379,97 €

La réalisation des provisions sera faite par la réalisation de mandats d'ordre mixte au 6817.
La reprise des provisions sera faite par la réalisation de titres d'ordre mixte au 7817.

DIT, qu'en application de l'article L.5211-10 du Code Général des collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du Comité Syndical.

Fait à Agen, le 03 août 2026
Pour extrait conforme au registre

La Présidente,

Geneviève LE LANNIC